



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.1/43/L.75*
17 novembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-troisième session
PREMIERE COMMISSION
Point 139 de l'ordre du jour

LA VERIFICATION SOUS TOUS SES ASPECTS

Allemagne, République fédérale d', Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Botswana, Cameroun, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Inde, Islande, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Samoa, Singapour, Suède, Thaïlande, Uruguay et Zaïre : projet de résolution

Etude sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 40/152 O du 16 décembre 1985, 41/86 Q du 4 décembre 1986 et 42/42 F du 30 novembre 1987,

Soulignant le rôle important que la Charte assigne à l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du désarmement,

Rappelant qu'il est d'un intérêt vital pour tous les peuples du monde que les négociations sur le désarmement aboutissent, et qu'il est donc du devoir de tous les Etats de contribuer aux efforts de désarmement,

Notant que l'importance de la vérification et du respect des accords de limitation des armements et de désarmement est universellement reconnue,

Soulignant que le problème de la vérification et du respect des accords de limitation des armements et de désarmement concerne toutes les nations,

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

Réitérant son opinion que :

a) Les accords de désarmement et de limitation des armements doivent prévoir des mesures adéquates et efficaces de vérification, satisfaisant toutes les parties concernées, afin d'instaurer la confiance voulue et d'assurer qu'ils seront respectés par toutes les parties,

b) La forme et les modalités de la vérification prévue dans tout accord déterminé dépendront et devront être fonction des objectifs, de la portée et de la nature de cet accord,

c) Les accords devront prévoir la participation des parties au processus de vérification, directement ou par l'intermédiaire du système des Nations Unies,

d) Le cas échéant, il conviendra de combiner plusieurs méthodes de vérification et de prévoir d'autres procédures destinées à assurer le respect des accords,

Rappelant que :

a) Dans le contexte des négociations internationales sur le désarmement, il faut examiner plus avant le problème de la vérification et envisager des méthodes et procédures appropriées,

b) Tout doit être fait pour mettre au point des méthodes et procédures appropriées qui soient non discriminatoires et qui ne constituent pas une ingérence induue dans les affaires intérieures d'autres Etats ni n'entravent leur développement économique et social,

Consciente du rôle utile que l'Organisation des Nations Unies joue déjà dans le domaine de la vérification,

Prenant note de toutes les propositions que les Etats Membres ont formulées touchant la vérification, dont celles du Canada et des Pays-Bas, de la France et des pays de l'Initiative des six nations 1/,

1. Considère que l'Organisation des Nations Unies, conformément au rôle et aux responsabilités que lui assigne la Charte, peut apporter une contribution importante dans le domaine de la vérification, touchant en particulier les accords multilatéraux;

2. Note avec satisfaction que la Commission du désarmement a achevé ses travaux sur la question de la vérification sous tous ses aspects;

1/ Pour la liste de ces propositions, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quinzième session extraordinaire, Supplément No 3 (A/S-15/3), par. 60, sect. III.2.

3. Approuve les principes généraux de vérification élaborés par la Commission du désarmement et figurant dans son rapport 2/;

4. Prie le Secrétaire général d'entreprendre, avec l'aide d'un groupe d'experts gouvernementaux qualifiés, une étude approfondie sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification, qui aura pour objet :

a) De définir et passer en revue les activités entreprises par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification des accords de limitation des armements et de désarmement;

b) D'évaluer la mesure dans laquelle il conviendrait d'améliorer les activités en cours et d'étudier et définir d'éventuelles activités supplémentaires, en tenant compte des aspects organisationnels, techniques, opérationnels, juridiques et financiers de la question;

c) De formuler des recommandations spécifiques sur l'action future de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine;

5. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-cinquième session un rapport détaillé sur la question;

6. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-cinquième session la question intitulée "La vérification sous tous ses aspects".
